

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 31

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - ADIL 06 - Convention de
participation financière 2021

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.071

Date de la convocation :
Le 13/04/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **26 AVR. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 AVR. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 avril 2021

L'an deux mil vingt et un et le 19 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Dominique TRABAUD

Madame NASICA,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir l'action de l'Association « Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes » (ADIL 06), dont l'objet est d'informer gratuitement le public sur toute question relative au logement et à l'habitat.

L'objectif de l'action soutenue par la CASA est d'assurer des permanences et des actions de proximité dédiées à la population de la CASA. L'Association peut animer, en tant que de besoin, des séances d'information collective, voire de formation auprès de populations ciblées en raison de la spécificité de leurs problématiques, mettre en place un programme de formation du personnel CASA sur les thèmes liés au logement et plus généralement collaborer aux actions mises en œuvre par la CASA dans le domaine de compétence de l'Association.

L'association :

- Renseigne gratuitement le public sur les aspects juridiques, financiers et fiscaux du logement dans le cadre de 6 permanences sur le territoire de la CASA (Antibes, Vallauris, Valbonne, Biot, Villeneuve-Loubet, Le Bar sur Loup). Il s'agit d'une action de proximité qui s'adresse à tous les publics (locataires, propriétaires, copropriétaires, etc.),
- Participe à la formation et l'information de la Direction Habitat et Logement de la CASA, des Elus de la CASA et des habitants du territoire,
- Analyse les informations issues de la demande exprimée par le public et les diffuse à la CASA, à ses membres ainsi qu'à l'Association Nationale d'Information sur le Logement (ANIL).

Au 30 juin 2020, selon le bilan intermédiaire, 1 127 personnes résidant sur le territoire de la CASA ont bénéficié de l'action de l'ADIL 06, que ce soit lors de permanences de proximité, par courrier électronique ou par téléphone. Ces deux modes d'intervention ont notamment été renforcés pendant la période de crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19.

L'objectif fixé de renseigner 1 500 personnes sur le territoire de la C.A.S.A a donc été dépassé, malgré le contexte sanitaire.

Pour l'année 2021, l'objectif fixé à l'ADIL06 est reconduit à hauteur de 1 500 personnes.

Parallèlement à ces permanences, l'ADIL 06 apportera son soutien à la CASA dans le cadre de formations ou informations.

Le budget prévisionnel de l'année 2021 de cette Association est estimé à 950 000 €. L'action sur le territoire de la CASA est estimée à 22 770 €.

La CASA souhaite apporter une contribution financière à hauteur de 17 000 €, au titre de la réalisation du programme d'action de 2021 sur le territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2006.046 du 10 juillet 2006 relative à la définition de l'intérêt communautaire en matière de politique du logement social/habitat ;

Vu le 3ème Programme Local de l'Habitat de la CASA, approuvé par délibération n° CC.2019.163 du Conseil Communautaire en date du 14 octobre 2019 ;

Vu la délibération n° CC.2020.006 en date du 17 juillet 2020 par laquelle le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

Considérant que les actions de conseil liées à l'habitat auprès des communes et de ses habitants, menées par l'ADIL 06, s'inscrivent dans les compétences Habitat transférées à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis en raison du caractère essentiel du projet ;

Considérant l'avis favorable de la Commission Habitat-Cohésion Sociale et Politique de la Ville du 31 mars 2021 ;

Considérant les crédits qui figurent au budget de l'exercice en cours ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 17 000 € à l'ADIL 06, au titre de l'aide aux acteurs associatifs œuvrant dans le domaine de l'Habitat pour l'année 2021 ;
- d'approuver la convention de participation financière entre l'Association ADIL 06 et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal / fonction 70 ; budget de la Direction Habitat Logement.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention de 17 000 € à l'ADIL 06, au titre de l'aide aux acteurs associatifs œuvrant dans le domaine de l'Habitat pour l'année 2021 ;
- d'approuver la convention de participation financière entre l'Association ADIL 06 et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal / fonction 70 ; budget de la Direction Habitat Logement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 avril 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION
AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT
DES ALPES MARITIMES (ADIL 06)**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Sophie NASICA agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement, habilitée à signer la présente convention conformément à la délibération n° du Bureau Communautaire du 19 avril 2021 ;

Ci-après désignée **CASA**

ET

L'Association dénommée Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'informer le public sur toute question relative au logement et à l'habitat, dont le siège social est situé 5 Rue du Congrès à Nice, représentée par Madame Dominique ESTROSI-SASSONE agissant au nom et pour le compte de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **ADIL 06**

EXPOSE

Par délibération n°CC.2006.046 en date du 10 juillet 2006, le Conseil communautaire de la CASA a approuvé la définition de l'intérêt communautaire en matière d'équilibre social de l'habitat relevant de la compétence de la CASA.

Conformément à son Programme Local de l'Habitat, le Conseil Communautaire de la CASA a défini une action de conseil lié à l'habitat, auprès des communes et de ses habitants.

Conformément à ses statuts, l'ADIL 06 exerce :

- Une mission centrale d'information personnalisée, neutre et gratuite en matière de logement dans ses aspects juridiques, financiers et fiscaux, conformément aux dispositions de l'article L.366-1 du code de la construction et de l'habitation.
- Un programme de formation en sa qualité d'organisme agréé

La CASA, dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'ADIL 06 s'engage à mettre en œuvre, pour l'année 2021, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'information du public de la CASA sur les aspects juridiques, financiers et fiscaux de l'habitat, quel que soit le statut au regard du logement : hébergé, locataire, propriétaire, copropriétaire ou encore candidat à l'accession à la propriété, et ce dans le cadre de six permanences et de formations thématiques.

➤ Mise en œuvre des permanences et des actions de proximité dédiées à la population de la CASA.

Des permanences ouvertes au public sont assurées aux Antennes de Justice communautaires d'Antibes Juan-les-pins, de Valbonne Sophia-Antipolis et de Vallauris Golfe-Juan, ainsi que dans les communes de Biot, de Villeneuve Loubet et de Bar sur Loup.

Ces permanences sont assurées par des intervenants qualifiés.

Elles se font sur la base minimum de :

- 6 heures hebdomadaires à l'antenne de justice d'Antibes,
- Les vendredis de 9h00 à 16h00 (fermé entre 12h30 et 13h30)
- 3 heures mensuelles à Valbonne sur l'antenne de Justice,
- Le 4ème jeudi du mois de 9h à 12h
- 5 heures mensuelles à l'antenne de justice de Vallauris,
- Les 1er et 3ème mardis du mois de 13h30 à 16h
- 3 heures mensuelles à l'espace associatif de Villeneuve Loubet,
- Le 3ème mercredi du mois de 13h30 à 16h30
- 3 heures un mois sur deux à la Mairie de Bar-sur-Loup,
- Le 2ème lundi du mois de 14h à 17h
- 2h30 un mois sur deux au CCAS de Biot,
- Le 3ème lundi du mois de 13h30 à 16h

Outre cette présence physique au sein des communes, l'ADIL 06 assure également des permanences téléphoniques quotidiennes.

Pour l'année 2021, l'ADIL 06 a pour objectif de renseigner 1500 personnes sur le territoire de la CASA.

➤ Organisation des formations à destination des professionnels et élus

Les actions de formation en direction des travailleurs sociaux, des élus ou des techniciens des collectivités seront programmées au cours de l'année selon les besoins formulés par les services de la CASA.

➤ Diffusion des données et informations

Il est prévu que l'ADIL analyse les informations issues des demandes exprimées par le public et les diffuse à la CASA, à ses membres ainsi qu'à l'Association Nationale d'Information sur le Logement (ANIL).

En contrepartie, la CASA s'engage à soutenir financièrement l'ADIL 06 dans la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 22 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 69).

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux suivants :

- 1 bureau situé au sein de l'Antenne de Justice d'Antibes, sis 80 deuxième Avenue - Quartier Nova Antipolis,
- 1 bureau situé au sein de l'Antenne de Justice Valbonne Sophia Antipolis, 2 place des Amouriers/ Garbejaire,
- 1 bureau situé à l'Antenne de Justice de Vallauris, 6 Boulevard Docteur Jacques Ugo.

Ces bureaux sont équipés d'un mobilier classique et d'un téléphone pour les besoins exclusifs de la permanence. L'abonnement et les communications téléphoniques sont à la charge financière de la CASA.

Les intervenants de l'ADIL 06 pourront utiliser la photocopieuse et le fax des antennes sous la responsabilité de la coordinatrice de Justice.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 770 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'ADIL 06. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la CASA transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que l'ADIL 06 intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la CASA.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la CASA hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût de contribution en nature) indiqué ci-dessus est de 17 000 €.

En conséquence, le montant de la subvention totale tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à 17 770 €.

Cette subvention est versée en deux temps : 70 % une fois la convention signée et revêtue de son caractère exécutoire, le solde sera versé si les conditions des articles 6.1 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la CASA un bilan semestriel et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilan semestriel – Evaluation intermédiaire

L'ADIL 06 s'engage à fournir avant le 31 juillet de l'année N un bilan d'ensemble quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis ci-dessous :

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Le nombre de personnes reçues lors des six permanences implantées sur la CASA
- Le nombre d'habitants de la CASA mobilisant l'ADIL (au siège et au téléphone)
- Le nombre de travailleurs sociaux (CCAS de la CASA et CASA et Maison des Solidarités Départementales) renseignés
- Le bilan des formations organisées au cours de l'année

La CASA procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions dans le cadre d'un Comité de pilotage organisé par l'Association qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

L'association invitera la CASA à son Assemblée Générale et elle lui transmettra avant le 31 juillet de l'année N le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

L'ADIL 06 devra mentionner la participation de la CASA dans tous les documents diffusés.

6.2 Bilan final – Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par l'ADIL 06, au plus tard le 31 mars de l'année N+1.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la CASA a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la CASA et l'ADIL 06, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la CASA mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

ADIL 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association ADIL 06 remettra à la CASA avant le 31 juillet de chaque année ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par un Commissaire aux comptes agréé, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 31 juillet de l'année N+1.
- Si l'association ADIL 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la CASA tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la CASA des conditions d'exécution de la convention par l'association ADIL 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la CASA peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA CASA

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CASA de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'ADIL 06 mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, excepté ce qui concerne le montant de la subvention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'association ADIL 06
La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
La Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et
au Logement,

Dominique ESTROSI-SASSONE

Sophie NASICA

6. Budget⁵ du projet

Année 2021, ou exercice du 01/01/21..... au 31/12/21.....

Budget supplémentaire -
projet pluriannuelSuppression du budget -
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	0	74 - Subventions d'exploitation²	22 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	650		
Locations			
Entretien et réparation	250		
Assurance	100	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	300		
62 - Autres services extérieurs	2 300	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	100		
Publicité, publication	100		
Déplacements, missions	1 900	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	200	CASA	22 000
63 - Impôts et taxes	500		
Impôts et taxes sur rémunération	500		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	18 500	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	13 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	5 500	Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	50	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	22 000	TOTAL DES PRODUITS	22 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	770	871 - Prestations en nature	770
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	770	TOTAL	770

La subvention sollicitée de.....22000€⁶, objet de la présente demande représente100,00%⁷ du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/04/2021
Numéro : BC_2021_071
Nature : DE - Deliberations
Objet : ADIL 06 - Convention de participation financière 2021
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : zMngQYn

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/04/2021
Identifiant : 006-240600585-20210419-BC_2021_071-DE

Acte reçu

Date : 19/04/2021
Numéro interne : BC_2021_071
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : ADIL 06 - Convention de participation financière 2021
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210419-BC_2021_071-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_071-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_071-DE-1-1_3.PDF

N